

JOURNAL

D E

FRANCFORT

AVEC PRIVILÈGE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE.

DU LUNDI, 16 OCTOBRE 1797.

De Madrid, le 24 Septembre.

On assure ici que le Roi d'Espagne n'a accordé au prince de la Paix l'honneur extraordinaire d'entrer dans la famille royale que pour lui assurer une retraite générale. Déjà on désigne l'ambassadeur de S. M. C. à Rome le chevalier d'Azara, pour succéder à Godoi dans la direction des affaires: mais on pense que si le Roi a senti le besoin des talens de ce dernier, il pourroit bien aujourd'hui les craindre.

De Londres, le 3 Octobre. (par la voie de France.)

Hier, un courrier françois (le citoyen Laclue) est arrivé à Douvres, chargé de dépêches de la part des négociateurs françois pour le lord Malmesbury. Aussitôt qu'il eut mis pied à terre, les dépêches dont il étoit porteur furent expédiées à Londres par un courrier spécial.

L'arrivée de ce nouveau courrier n'a fait aucune sensation. Le laconisme de la réponse rapportée la semaine dernière par M. Wick, avoit préparé tous les esprits à la continuation de la guerre. L'on assure que la Déclaration que notre cabinet se propose d'adresser à toutes les cours, touchant les obstacles que le gouvernement françois oppose à la paix, ne tardera pas à paroître.

Le Roi et les ministres (dit un journal de l'opposition) paroissent occupés de grands objets. Dans un séjour que le Roi a fait à Londres, il y a eu grand lever, auquel ont assisté les ambassadeurs de Turquie, de Sardaigne, de Portugal, de Naples. Tout ce qu'il y a de nobles dans les trois royaumes, sembloit y être; mais surtout on y a vu, en plus grand nombre que jamais, des officiers de la marine royale. Le costume du duc d'York a frappé tous les

yeux. Sa cotte d'armes avoit pour support, du côté gauche, un matelot anglois foulant aux pieds le pavillon espagnol, et du côté droit, un lion déchirant ce même pavillon avec ses dents et les griffes.

On vient d'apprendre l'heureuse arrivée à Plymouth de trois vaisseaux de guerre de l'escadre de Jarvis, et de quatre grands vaisseaux de ligne qu'il avoit pris sur les Espagnols, le 4 Février dernier, près du cap Saint-Vincent.

Extrait des Nouvelles de Paris, du 10 Octobre.

On parle toujours beaucoup ici du rappel prochain de quelques-uns de nos ministres à l'étranger. On assure qu'une correspondance interceptée compromet un de ces agens diplomatiques.

Deux des plénipotentiaires américains, envoyés pour travailler à un rapprochement entre la république françoise et les Etats-Unis, sont à Paris. De ce nombre est M. Pinkney, le même dont le Directoire avoit refusé l'année dernière, de reconnoître le caractère public. Le troisième négociateur n'est pas encore arrivé. On ne connoît pas jusqu'ici les membres de la commission que le Directoire chargera de traiter avec ces Américains.

L'ex-général Santerre, chargé des remontes de la cavalerie pour l'armée d'Allemagne, est parti avec Augéau.

Il est arrivé le 8 au soir un courrier extraordinaire au Directoire; on pense qu'il a apporté des nouvelles d'Allemagne. Quelques personnes croient que le cabinet de Berlin penche vers la reprise de la coalition. (*Journal des Hommes Libres*).

Le général Beurnonville a reçu ordre d'obéir, pour les mouvemens militaires à toutes les de-

mandes du général Augereau. Celui-ci est autorisé à disposer comme il lui plaira de l'armée du Nord. (*Ibid.*)

Le conseil des 500, s'est formé le 8 en comité secret pour entendre un message du Directoire. L'on dit qu'il a été question dans ce comité d'un traité offensif et défensif avec le Roi de Sardaigne.

Démigré d'Hamécourt (& non Imbercourt) que le Bureau central avoit dû traduire hier à la commission & qu'il y avoit envoyé avec un seul agent, en a appelé sur la route à ses jambes; il s'est évadé. Vous verrez, dit l'Ami des Lois, que le Bureau central laissera ces Messieurs se déporter eux-mêmes dans quelque petite-maison des environs de Paris.

Si l'on en veut croire le même journal, les insurgés de Montauban ont arboré le drapeau blanc & se sont proclamés le royaume de France. Le gouvernement vient de donner des ordres pour faire le siège de cette ville.

Drouet n'est encore que depuis deux jours à Paris, & déjà plusieurs de ses amis lui ont adressé dans leurs feuilles des avis fraternels sur la manière dont il doit se conduire. „Nous invitons Drouet, dit le révérend père Poul-tier, à ne plus compromettre sa sûreté & sa tranquillité personnelles, en se mettant à la tête de tel ou tel parti toujours avides de révolutions, parmi lesquels il est sûr de trouver des hommes qui tromperont sa bonne-foi, & qui travailleront encore à le perdre.

Voici le tableau que le Rédacteur trace aujourd'hui de l'Esprit public.

Les hauts cercles paroissent, à peu d'exception près, sans aucun attachement à la République, & très indispôsés contre le Directoire, dont la fermeté & la sagesse les chagrinent. Tandis que le Directoire est occupé à épurer les administrations, on murmure dans une partie du public, & ce sont ceux qui auroient voulu faire tourner à leur intérêt propre la journée du 18 Fructidor, de ce que les diverses autorités comptent encore dans leur sein, des anti-républicains connus avant cette journée. — La malveillance se réveille, & se couvre des voiles de la nuit. Les mots de vive le Roi ont été écrits à la craie sur les murs. — L'esprit d'attachement à la République n'est point douteux dans la classe nombreuse des ouvriers. — Les propos des jeunes gens de la première réquisition, forcés de rejoindre, sont inciviques. — La majorité des citoyens ardens à suivre le cours des affaires publiques, a la plus grande confiance dans le gouvernement, & il règne dans cette classe autant de patriotisme, que d'insouciance dans celle des hommes livrés aux spéculations de la bourse & de l'agiotage. — L'esprit des spectacles s'pure; les airs patriotiques y sont écoutés avec plaisir dans une grande partie.

Un homme s'est présenté, ces jours derniers, chez le ministre de la marine pour demander un emploi. Je suis républicain, dit-il fièrement, et les places sont aujourd'hui destinées aux républicains. — Le ministre l'interroge, et veut savoir quels sont les titres, et en quoi il fait consister son républicanisme. C'est moi, répond cet homme, qui, à Rochefort, en l'absence de l'exécuteur, ai guillotiné le fédéraliste Dechezeau..... Tous les assistants ont frémi, et le ministre lui lançant un regard d'indignation, le chasse de l'audience, et l'invite à aller briguer le seul emploi qui lui conviendrait.

Barrière sollicité, dit-on, le rapport de la loi qui le rejette du corps législatif.

Defunt *Roume*, autre ex conventionnel, vient de ressusciter: Ses aventures tiennent du merveilleux: on se rappelle qu'après avoir été condamné à mort par la commission militaire, organisée à la suite du 10 Prairial, il se poignarda sous les yeux de ses juges. On le crut mort, et il ne fut point conduit à l'échafaud. Ses amis le transportèrent dans une retraite où leurs soins parvinrent à lui rendre la vie. Entièrement guéri de sa blessure, il se rendit en Russie où il avoit déjà passé quelques années avant la révolution. Il y fut accueilli par un jeune seigneur Russe dont il avoit été l'instituteur, et y a vécu, jusqu'à présent, ignoré de tout le monde. La nouvelle des évènements du 18 Fructidor l'a, dit-on, déterminé à revenir en France.

Le tribunal criminel du département du Gard, a condamné à deux ans de fers un colporteur qui débitoit la lettre de Camille-Jordan à ses commettans.

Le *Journal de Paris* donne les détails suivans sur les circonstances de la route et du départ des déportés:

„Les prisonniers, au nombre de seize, et y comprenant Letellier, déporté volontaire, sont partis dans le chariot construit pour les prisonniers de Vendôme. Ils ont parcouru en treize jours les 168 lieues de poste, depuis Paris jusqu'à Rochefort. Ils n'ont point quitté le chariot dans lequel ils prenoient leurs repas, et bivaquoient pendant la nuit. Ils ne descendoient que pour satisfaire aux besoins de la nature. Leur escorte étoit de 200 hommes à cheval, et un poste militaire dans l'intérieur de la voiture, qui offroit 38 places. Arrivés à Blois, une affluence considérable s'est trouvée sur leur passage. Nulle part ils n'ont été ni accueillis ni insultés. Un trait qui mérite d'être rapporté, est le résultat de la lecture des papiers publics, qui leur étoient fournis pendant la route, d'après la demande qu'ils en avoient faite. Barthélemy lut la dénonciation de Moreau contre Pichegru: *Je vous avois bien dit que vous étiez un traître*, dit-il à Pichegru: *Si je suis un traître*, répondit Pichegru, *vous êtes un lâche*. A Tours, un frère d'Aubry lui proposa de l'argent, Aubry le refusa. Les prisonniers étoient généralement abattus et quelquefois versant des larmes. Bourdon seul se livroit à la boisson. La famille de Lafond-Ladébat s'étoit rendue précipitamment à Rochefort. Les déportés s'attendoient à y séjourner; mais ils trouvèrent la *Surveillance*, corvette de 26 canons, toute appareillée et prête à mettre à la voile. La nou-

velle d'un départ précipité fut pour eux un coup de foudre. Leurs figures s'altèrent au dernier période, et tous, jusqu'à Bourdon même, versèrent des larmes. On les fit descendre du chariot, même sans avoir dîné; et ils s'embarquèrent sur le champ. Avant l'embarquement, on demanda de nouveau au fidèle Letellier s'il persistoit à vouloir accompagner Barthelemi: *J'ai partagé la prospérité de mon maître, répondit-il: Je veux partager ses malheurs.* L'embarquement s'est opéré en un clin-d'œil; on vérifioit le signalement, et la décharge étoit donnée homme par homme. Cent hommes de troupes de marine montoient la corvette, sans compter l'équipage. La corvette avoit déjà pris le large, lorsqu'un courrier arrive chargé de dépêches. On fait force signaux de rappel, la corvette revient. Il est à présumer que l'espérance le fit jour dans le cœur des déportés, mais il ne s'agissoit que de changer le commandant; elle repartit sur-le-champ.

Suite de l'extrait de la lettre oubliée à Lille par Lord Malmesbury.

Vous vous rappelez ces lettres si éloquentes à la-fois et si ingénieuses, où Pascal a frappé d'un ridicule ineffaçable tant d'oiseuses subtilités, tant d'inepties théologiques; vous vous souvenez de ce pouvoir avec lequel on ne peut rien, de cette grâce *suffisante* qui ne *suffit* pas, et de toutes ces contradictions de l'école, relevées avec un si bon comique. Eh bien, c'est tout cela presque littéralement que l'on retrouve ici. Vous allez le voir. — Le lieu de la seconde négociation, fixé à Lille, j'y arrivai avec des *pleins pouvoirs*, c'est-à-dire, avec une pièce ostensible qui m'autorisoit pleinement et sans réserve à *traiter, conclure et signer.* Je n'avois d'ailleurs à traiter que pour l'Angleterre, et les pouvoirs m'avoient été délivrés par le Roi. Tout étoit donc parfaitement en règle. Mais à côté de ces *pouvoirs* se trouvoient des instructions qui réduisoient étrangement leur *plénitude.* Ainsi, j'avois des *pouvoirs* sans avoir la faculté de les exercer; ostensiblement je pouvois tout; dans la réalité, je ne pouvois presque rien. Voilà, sans doute, un peu de galimathias, mais auquel il faut que vous vous accoutumiez. — Placé entre ces deux contradictoires, il fallut m'y tenir dans une bonne attitude: ce n'étoit pas aisé. Au reste, la partie secrète de mes instructions, la seule vraiment essentielle, étoit de traîner plus que jamais en longueur; de négocier toujours et de ne rien finir; et mes *pouvoirs*, combinés avec mes instructions, m'offroient de grandes ressources pour cela. Que de motifs d'ailleurs m'y excitoient! Je voyois

la France livrée à des dissensions intestines; un Directoire bien divisé, et où j'avois de bons correspondans; un Corps législatif où siégeoit un grand nombre de députés que je n'eusse pas mieux choisis moi-même; l'opinion publique bien tourmentée, et devenue enfin presque toute contre-révolutionnaire: les papiers-nouvelles excellens; des écrivains tout à nous; les prêtres, les émigrés bien en faveur; des juges bien complaisans; des administrateurs bien royalistes; des patriotes bien persécutés; enfin, une République où l'on n'étoit plus en sûreté lorsqu'on osoit se dire républicain. Tout cela étoit fort précieux, et vous croyez bien qu'eussé-je eu les pouvoirs les plus vastes, je me fusse gardé d'en faire usage pour conclure une paix quelconque. Quelque aguerri que je fusse contre des ridicules, je voulois me tenir en garde contre celui, qu'en Angleterre on ne m'eût jamais pardonné, d'avoir traité avec une puissance qui paroïssoit ne pas avoir un mois à vivre.

„Voyez, Mylord, si je m'y pris bien pour cela, et si vous pensez qu'on a jamais été plus loin dans l'art sublime de ne rien faire.

(La suite demain.)

De Vienne, le 9 Octobre.

M. le général Mack est arrivé ici le 7. Nos affaires en Italie sont dans une position respectable. Trieste est approvisionnée, et 20 mille volontaires se sont offerts pour la défendre.

Sur la demande faite par M. le comte de Cobenzel à Buonaparte d'une réponse décisive, ce général, qui n'avoit donné jusqu'ici que des réponses évasives, a demandé la prolongation de l'armistice pendant trois semaines; ce qui a été accordé. La cause de la marche rétrograde de nos troupes, est la pénurie des subsistances.

La cour suprême de justice vient d'être réunie à celle du directoire.

De Trieste, le 1er Octobre.

M. le lieutenant-général Baron de Mack est arrivé ici hier, et aujourd'hui M. le général d'artillerie Baron de Terzi, accompagné du général Frohn.

De Milan, le 7 Octobre.

Malgré tous les préparatifs de guerre qui ont lieu, les différentes nouvelles que l'on reçoit sont à la paix. L'on croit que le cabinet de Vienne a renoncé à la rétrocession de Mantoue, d'autant plus que cette place, ainsi que Brescia, ont été formellement réunies à la république Cisalpine. Les troupes auxiliaires Piémontoises forment un corps de 10 mille hommes d'infanterie et 2000 de cavalerie; elles seront mises en garnison et occuperont princia-

palement la ligne depuis le lac de Garda jusqu'aux défilés du Tyrol.

Le citoyen Pianazzi est arrivé ici d'Ancône; il se rend à Paris pour solliciter la réunion de la marche d'Ancône à la république d'Italie.

Le général Buonaparte a adressé une lettre à 60 de nos plus riches familles, pour les engager à envoyer chacune un de leurs fils à l'armée, afin qu'ils puissent se former au métier des armes. Suivant ce qu'on apprend, il a été pareillement ordonné aux autres villes de l'Italie occupées par les français, d'envoyer à l'armée un nombre de jeunes gens proportionné à leur population.

De Bâle, le 5 Octobre.

Maingot, commissaire du Directoire, est retourné à Paris. Il n'a rien trouvé de suspect dans les papiers de Bacher, qui continue sa mission de chargé d'affaires en Suisse.

D'Aiguillon, qui est très-malade, a eu la permission, ainsi que quelques émigrés rayés provisoirement, de rester ici jusqu'à ce que le Directoire ait prononcé sur leur radiation définitive.

De Ratisbone, le 12 Octobre.

Quoique les nouvelles du Rhin soient toutes guerrières, cependant l'on croit toujours ici à une prochaine conclusion de la paix. L'on attend sous huit jours le décret de commission impériale relatif à la députation de l'Empire et à la formation du congrès.

Le bruit s'est répandu aujourd'hui que M. le comte de Cobenzel a été rappelé d'Udine.

De Cologne, le 13 Octobre.

Ces jours derniers, il est arrivé ici une députation des fédérés de Bonn avec un drapeau aux nouvelles couleurs; ils ont été reçus dans une audience solennelle de notre magistrat; l'on a débité force beaux discours de part et d'autre; ensuite l'on s'est rendu au pied de l'arbre de la liberté, où les baisers fraternels ont été donnés et rendus aux cris de *vive la république*. L'on attend une pareille députation de Coblenz. Le nouveau magistrat de cette dernière ville est composé des membres suivans: Burckard, ci-devant sénateur; Winnen, tanneur; Collig, tailleur; Simon, fils du contreleur; et Reuter, marchand; le professeur Beaury

est secrétaire. La nouvelle régence doit entrer incessamment en fonctions; celle-ci sera formée des citoyens Linz, Gavarell, anciens conseillers; Blum et Hartung, avocats; et Dahm, Baillif de Burvesheim.

L'on a remarqué que le général Beurnouville, dans son adresse à l'armée du Nord, a juré haine, non à la royauté, mais au *royalisme*, ce qui doit paroître différent.

*Extrait des Nouvelles de Lanves (directes),
du 6 Octobre.*

Il s'est tenu hier matin un conseil, et dans l'après-midi, M. Laclue est parti pour Douvres avec la réponse aux dépêches qu'il a apportées à Lord Malmesbury.

L'ecadre de l'amiral Duncan, qui a beaucoup souffert des coups de vent dans le mois dernier, est arrivée le 2 à Yarmouth.

Le maître d'un bâtiment américain qui a quitté le Texel le 23, dit y avoir laissé 16 vaisseaux de ligne hollandais depuis 50 jusqu'à 74 canons, 4 brigs, 12 frégates et 44 chaloupes canonnières, et que le *Washington*, vaisseau neuf de 74, étoit dans le Deep avec une frégate et un autre bâtiment. Tout cela est équipé et prêt à mettre en mer; mais l'amiral qui avoit reçu ordre de partir, a refusé, à moins qu'on ne lui donne un renfort, parcequ'il prétend que les Anglois sont plus forts dans la proportion de 5 canons à trois.

** D'Ansbach, le 11 Octobre.*

On a vû dans plusieurs journaux français, qu'un nommé Hardenberg avoit été payé par l'Angleterre à Paris, et avoit eu des rapports avec ceux qui doivent avoir conspiré contre le gouvernement de France. Comme cette assertion a été répétée par plusieurs feuilles françaises, qui s'impriment en Allemagne, la famille de Hardenberg prévient le public, que très positivement il n'existe personne de son nom, qui soit employé dans des missions obscures quelconques, ou qui ait été en France depuis la révolution; que par conséquent celui qui a pris ce nom, en supposant que le fait existe, est un imposteur.

Signé, Le baron de Hardenberg,
ministre dirigeant de S. M. Prussienne dans
les Margraviats d'Ansbach & Bayreuth.

*** On désireroit savoir où existent M. & Me. de Reich-de-Platz, dont on n'a aucune nouvelle, puisqu'on ait écrit à M. d'Eptingen, à l'adresse indiquée à Winsthall près Caustadt en Souabe, ainsi que la famille de S. Soudy, dont la mère est une d'Eptingen. L'on est prié de répondre sur ces deux objets, par la poste, à M. de Morville, No. 6, Sloanne Square, near London.*